

Original:

TRAITÉ DE NON-AGRESSION ET DE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES CONFLITS CONCLU ENTRE LA FINLANDE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES.

Le Président de la République de Finlande d'une part, et

Le Comité Central Exécutif de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes d'autre part,
animés du désir de contribuer à maintenir la paix générale,

convaincus que l'établissement des engagements sousmentionnés et le règlement pacifique de tout conflit possible entre la République de Finlande et l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, correspond aux intérêts des deux Hautes Parties Contractantes et contribuera au développement des rapports amicaux et de bon voisinage entre les deux pays,

déclarant qu'aucun des engagements internationaux qu'ils ont précédemment assumés ne fait obstacle au développement pacifique de leurs relations mutuelles et ne se trouve en contradiction avec le présent Traité,

désireux de confirmer et de compléter le Pacte général de renonciation à la guerre du 27 août 1928,

ont résolu de conclure le présent Traité et ont désigné pour ce but:

Le Président de la République de Finlande:

Monsieur le Baron A. S. *Yrjö-Koskinen*, Ministre des Affaires Etrangères, et

Le Comité Central Exécutif de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes:

Monsieur Jean *Maïsky*, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire,

lesquels plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

1. Les Hautes Parties Contractantes garantissent mutuellement l'inviolabilité des frontières existantes entre la République de Finlande et l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, fixées par le Traité de paix, conclu à Dorpat le 14 octobre 1920, qui reste la base inébranlable de leurs relations, et s'engagent réciproquement de s'abstenir de toute agression l'une contre l'autre.

2. Sera considéré comme agression tout acte de violence portant atteinte à l'intégrité et à l'inviolabilité du territoire ou à l'indépendance politique de l'autre Haute Partie Contractante, même s'il était commis sans déclaration de guerre et en évitant ses symptômes.

Protocole à l'article premier.

Conformément aux dispositions de l'article 4 du présent Traité l'accord en date du 1^{er} juin 1922 concernant les mesures assurant l'inviolabilité des frontières, n'est pas touché par les dispositions du présent Traité et continue à rester ultérieurement en pleine vigueur.

Article 2.

1. Si l'une des Hautes Parties Contractantes est l'objet d'une agression de la part d'une ou de plusieurs tierces Puissances, l'autre Haute Partie Contractante s'engage à garder la neutralité pendant toute la durée du conflit.

2. Si l'une des Hautes Parties Contractantes se livre à une agression contre une tierce Puissance, l'autre Haute Partie Contractante pourra, sans préavis, dénoncer le présent Traité.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à ne participer à aucun traité, accord ou convention, ouvertement hostile à l'autre Partie et contraire, formellement ou en substance, au présent Traité.

Article 4.

Les obligations mentionnées dans les articles précédents du présent Traité ne peuvent en aucun cas porter atteinte ou modifier les droits et les obligations internationales résultant pour les Hautes Parties Contractantes des accords conclus ou des engagements assumés avant l'entrée en vigueur du présent Traité, autant qu'ils ne contiennent pas des éléments d'agression dans le sens du présent Traité.

Article 5.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent qu'Elles s'efforceront toujours de résoudre dans un esprit de justice tous les litiges, de quelque nature ou origine qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre Elles, et qu'Elles auront recours, aux fins de leur règlement, exclusivement aux moyens pacifiques. A cette fin, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à soumettre tous les différends qui viendraient à s'élever entre Elles après la signature du présent Traité et qui n'auraient pu être réglés par des procédés diplomatiques ordinaires dans un délai raisonnable, à une procédure de conciliation dans une Commission Mixte de conciliation, dont les droits, la composition et le fonctionnement seront fixés par une Convention spéciale supplémentaire qui fera partie intégrante du présent Traité, et que les Hautes Parties Contractantes s'engagent à conclure dans le délai le plus court possible, et en tout cas avant la ratification du présent Traité. La procédure de conciliation sera appliquée aussi dans les cas où le différend porterait sur l'application ou l'interprétation d'une Convention conclue entre les Hautes Parties Contractantes et particulièrement sur la question de savoir si l'engagement mutuel de non-agression a été violé ou non.

Article 6.

Le présent Traité doit être ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Moscou.

Article 7.

Le présent Traité entrera en vigueur au moment de l'échange des instruments de ratification.

Article 8.

Le présent Traité est conclu pour trois ans. S'il n'est pas dénoncé par l'une des Hautes Parties Contractantes avec un préavis de six mois au moins avant l'expiration de cette période, il sera

considéré comme prolongé automatiquement pour une nouvelle période de deux ans.

Article 9.

Le présent Traité est établi en double expédition et en français, dans la ville de Helsinki, le 21 janvier 1932.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

A. S. Yrjö-Koskinen.

(L. S.)

J. Maisky.

(L. S.)

Protocole de signature.

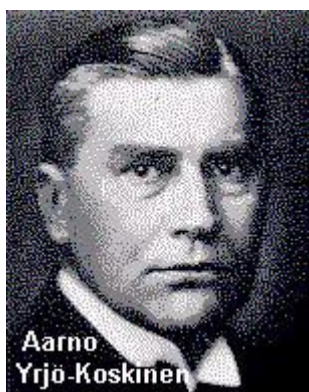
1. Au moment de procéder à la signature du Traité de non-agression et de règlement pacifique des conflits conclu entre la République de Finlande et l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes en date de ce jour, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires en vue de sa ratification dans le délai le plus court possible et de procéder à l'échange des instruments de ratification aussitôt que possible et en tout cas dans un délai de trente jours, après que la ratification par les organes compétents de la République de Finlande et de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes aura eu lieu.

2. Les Hautes Parties Contractantes déclarent que la dénonciation éventuelle avant terme ou l'extinction du présent Traité ne peut ni abolir ni restreindre les engagements découlant du Pacte de renonciation à la guerre signé à Paris en date du 27 août 1928.

Helsinki, le 21 janvier 1932.

(L. S.) *A. S. Yrjö-Koskinen.*

(L. S.) *J. Maisky.*



Les ratifications ont été échangées à Moscou, le 9 août 1932.

Nouveau Recueil Général de Traités et Autres Actes Relatifs aux Rapports de Droit International.
Continuation du Grand Recueil de G. Fr. de Martens. Tome XXIX. Leipzig 1934

**PROTOCOLE DE CONTINUATION JUSQU'AU 31
DÉCEMBRE 1945.**

Protocole.

Le Président de la République de Finlande et le Comité Central Exécutif de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, inspirés du désir d'assurer une base aussi solide que possible au développement des relations entre leurs Pays, désireux de se donner de part et d'autre une nouvelle preuve de l'immutabilité et de la solidité des relations pacifiques et amicales heureusement établies entre eux, animé du désir de contribuer au maintien de la paix générale, ainsi qu'à la stabilité et au développement pacifique de relations entre Etats dans l'Europe Orientale, et constatant que la conclusion du Traité signé le 21 Janvier 1932 à Helsinki entre la Finlande et l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes a exercé une influence bienfaisante sur leurs relations et sur la solution des problèmes ci-dessus mentionnés, ont décidé de signer le présent Protocole et ont désigné pour ce but leurs Plénipotentiaires, savoir

Le Président de la République de Finlande

le Baron Aarno *Yrjö-Koskinen*, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République de Finlande à Moscou,

Le Comité Central Exécutif de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes

Maxime Maximovitch *Litvinoff*, Membre du Comité Central Exécutif de l'Union des Républiques Socialistes, Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

En dérogation aux dispositions concernant le terme et les modalités d'expiration du Traité de non-agression et de règlement pacifique des conflits, conclu à Helsinki le 21 Janvier 1932 entre la Finlande et l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, dispositions figurant à l'article 8 dudit Traité, ce Traité restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1945.

Article 2.

Le présent Protocole est établi en double expédition et en français. Le présent Protocole doit être ratifié dans le plus bref délai possible et les instruments de ratification en seront échangés entre les Hautes Parties Contractantes à Helsinki.

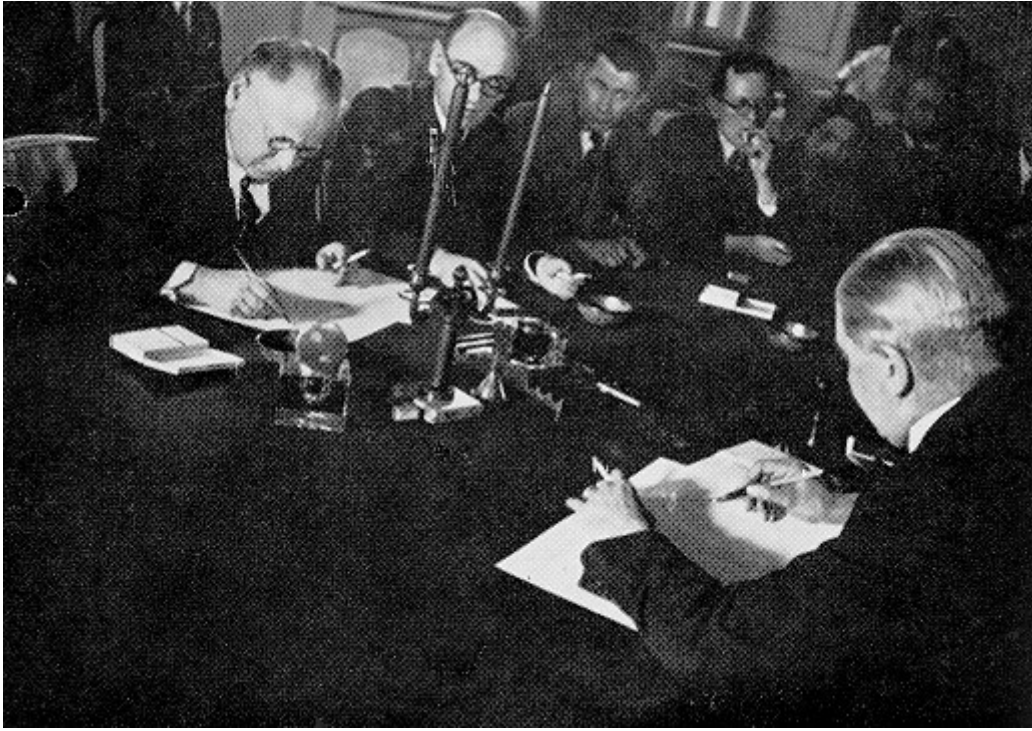
Le présent Protocole entrera en vigueur au moment de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Protocole et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Moscou, le "7" avril 1934.

A. S. Yrjö-Koskinen
(L. S.)

M. Litvinoff
(L. S.)



Litvinov (on the left) and Yrjö-Koskinen (seen from behind) signing the prologation protocol on the 7th of April, 1934.

**TREATY OF NON-AGGRESSION AND PACIFIC SETTLEMENT
OF DISPUTES BETWEEN THE SOVIET UNION AND FINLAND,
concluded on January 21, 1932**

Translation.

The President of the Republic of Finland on the one part, and
the Central Executive Committee of the Union of Socialist Soviet Republics on the other part,

actuated by the desire to contribute to the maintenance of general peace,
being convinced that the conclusion of the undertakings mentioned below and the pacific
settlement of any dispute whatsoever between Finland and the Union of Socialist Soviet
Republics is in the interests of both High Contracting Parties and will contribute towards the
development of friendly and neighbourly relations between the two countries,

declaring that none of the international obligations which they have hitherto assumed debars
the pacific development of their mutual relations or is incompatible with the present Treaty,
being desirous of confirming and completing the General Pact of August 27, 1928 for the
renunciation of war

have resolved to conclude the present Treaty and have appointed as their plenipotentiaries:
For the President of the Republic of Finland:
Minister for Foreign Affairs, Baron A. S. *Yrjö-Koskinen*, and

For the Central Executive Committee of the Socialist Soviet Republics:
Extraordinary Envoy and Minister Plenipotentiary *Jean Maisky*,
who, after examining their full powers, which were found in good and due form, have agreed
upon the following provisions:

First article.

1. The High Contracting Parties mutually guarantee the inviolability of the frontiers existing
between the Republic of Finland and the Union of Socialist Soviet Republics, as fixed by the
Treaty of Peace concluded at Dorpat on October 14, 1920, which shall remain the firm
foundation of their relations, and reciprocally undertake to refrain from any act of aggression
directed against each other.
2. Any act of violence attacking the integrity and inviolability of the territory or the political
independence of the other High Contracting Party shall be regarded as an act of aggression,
even if it is committed without declaration of war and avoids warlike manifestations.

Protocol to the first article.

In conformity with the provisions of Article IV of the present Treaty, the Agreement of June
1, 1922 regarding measures ensuring the inviolability of the frontiers shall not be affected by
the provisions of the present Treaty and shall continue to remain fully in force.

Article II.

1. Should either High Contracting Party be the object of aggression on the part of one or more
third Powers, the other High Contracting Party undertakes to maintain neutrality throughout
the duration of the conflict.
2. Should either High Contracting Party resort to aggression against a third Party, the other
High Contracting Party may denounce the present Treaty without notice.

Article III.

Each of the High Contracting Parties undertakes not to become a party of any treaty,

agreement or convention which is openly hostile to the other party or contrary, whether formally or in substance, to the present Treaty.

Article IV.

The obligations mentioned in the preceding Articles of the present Treaty may in no case affect or modify the international rights or obligations of the High Contracting parties under agreements concluded or undertakings assumed before the coming into force of the present Treaty, in so far as such agreements contain no elements of aggression within the meaning of the present Treaty.

Article V.

The High Contracting Parties declare that they will always endeavour to settle in a spirit of justice any disputes of whatever nature or origin which may arise between them, and will resort exclusively to pacific means of settling such disputes. For this purpose, the High Contracting parties undertake to submit any disputes which may arise between them after the signature of the present Treaty, and which it may not have been possible to settle through diplomatic proceedings within a reasonable time, to a procedure of conciliation before a joint conciliation commission whose powers, composition and working shall be fixed by a special supplementary Convention, which shall form an integral part of the present Treaty and which the High Contracting Parties undertake to conclude as soon as possible and in any event before the present treaty is ratified. Conciliation procedure shall also be applied in the event of any dispute as to application or interpretation of a Convention concluded between the High Contracting Parties, and particularly the question whether the mutual undertaking as to non-aggression has or has not been violated.

Article VI.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Moscow.

Article VII.

The present Treaty shall enter into force at the moment of the exchange of the instruments of ratification.

Article VIII.

The present Treaty is concluded for three years. If it is not denounced by one of the High Contracting Parties, after a notice not less than six months before the expiry of that period, it shall be automatically renewed for a new period of two years.

Article IX.

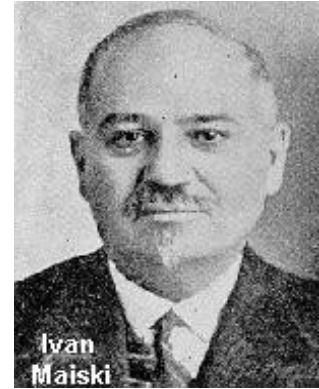
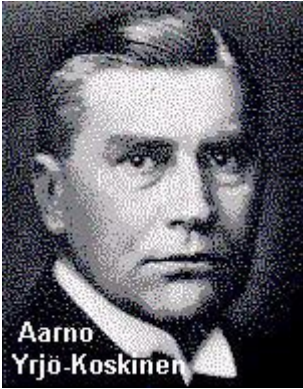
The present Treaty is drawn up in duplicate in French at Helsinki on the 21st of January, 1932. In faith thereof, the plenipotentiaries have signed the present Treaty and have attached their seals on it.

A. S. Yrjö-Koskinen.

(L. S.)

J. Maisky.

(L. S.)



The instruments of ratification were exchanged at Moscow on the 9th of August 1932.

This translation is published in the book "The Major International Treaties 1914-1973" by J.A.S. Grenville, London 1974. An other translation in the book: *Against Aggression. Speeches by Maxim Litvinov* (pp. 148-151). International Publishers Co Inc., New York. Printed in Great Britain. 1939.

**PROTOCOL RENEWING UNTIL DECEMBER 31st, 1945, THE
TREATY OF NON-AGGRESSION AND PACIFIC SETTLEMENT
OF DISPUTES CONCLUDED ON JANUARY 21st, 1932, BET-
WEEN FINLAND AND THE U.S.S.R., SIGNED AT MOSCOW ON
APRIL 7th, 1934.**

The President of Finland and the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics,

Being anxious to establish as sound a basis as possible for the development of relations between their countries,

Desirous of giving one another a further proof of the immutability and soundness of the pacific and friendly relations happily established between them,

Prompted by the desire to contribute to the maintenance of general peace and the stability and peaceful development of relations between States in Eastern Europe, and

Noting that the conclusion of the Treaty signed on January 21st, 1932, at Helsinki, between Finland and the Union of Soviet Socialist Republics has had a beneficent influence on their relations and on the solution of the above-mentioned problems,

Have decided to sign the present Protocol and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries:

The President of the Republic of Finland:

Baron Aarno *Yrjö-Koskinen*, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Finland at Moscow;

The Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics:

M. Maxime Maximovitch *Litvinoff*, Member of the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics, People's Commissar for Foreign Affairs;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the

following provisions:

Article 1.

Notwithstanding the provisions concerning the time-limit and methods of expiry of the Treaty regarding non-aggression and the pacific settlement of disputes, concluded at Helsinki on January 21st, 1932, between Finland and the Union of Soviet Socialist Republics, which provisions appear in Article 8 of the said Treaty, that Treaty shall remain in force until December 31st, 1945.

Article 2.

The present Protocol is drawn up in duplicate in French. It shall be ratified at the earliest possible date, and the instruments of ratification thereof shall be exchanged between the High Contracting Parties at Helsinki.

The present Protocol shall come into force on the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Moscow, this 7th day of April, 1934.

(L. S.) *A. S. Yrjö-Koskinen.*
(L. S.) *M. Litvinoff.*

The instruments of ratification were exchanged at Helsinki 19 December 1934.

Source: The development of Finnish—Soviet relations during the autumn of 1939 in the light of official documents

Publication of the Ministry for Foreign Affairs of Finland, H e l s i n k i, 1940

HYÖKKÄÄMÄTTÖMYYDESTÄ JA RIITOJEN RAUHANOMAISESTA RATKAISUSTA SUOMEN JA NEUVOSTOLIITON KESKEN HELSINGISSÄ 21 PÄIVÄNÄ TAMMIKUUTA 1932 TEHTY SOPIMUS.

(Suomen Asetuskokoelma 249/1932, Ulkoasianministeriön Sopimussarja 13/1932)

Suomennos.

Suomen Tasavallan Presidentti toiselta ja
Sosialistisen Neuvostotasavaltain Liiton Toimeenpaneva Keskuskomitea toiselta puolen,

tahtoen edistää yleisen rauhantilan säilymistä,
siinä vakaumuksessa, että alla olevien velvoitusten asettaminen ja kaikkien Suomen ja
Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton välillä ehkä sattuvien riitojen rauhanomainen
ratkaisu on molempien korkeiden sopimuspuolten etujen mukaista ja on edistävää hyvän
naapuruuden ja ystävällisten suhteiden kehitystä molempien maiden kesken,

selittäen, ettei mikään sopimuspuolten aikaisemmista kansainvälisistä sitoumuksista ole
esteenä niiden keskinäisten suhteiden rauhalliselle kehitykselle eikä ristiriidassa tämän
sopimuksen kanssa, haluten vahvistaa ja täydentää 27 päivänä elokuuta 1928 tehtyä sodan
hylkäämistä tarkoittavaa yleissopimusta,

ovat päättäneet tehdä seuraavan sopimuksen ja valtuutetuikseen nimittäneet,
Suomen Tasavallan Presidentti:
Ulkoasiainministerin, vapaaherra A. S. *Yrjö-Koskisen*, ja

Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton Toimeenpaneva Keskuskomitea:
Erikoislähettilään ja täysivaltaisen ministerin *Jean Maiskyn*,

jotka valtuutetut, vaihdettuaan hyvään ja asianmukaiseen muotoon laadituiksi havaitut
valtakirjansa, ovat sopineet seuraavista määräyksistä:

1 artikla.

1. Korkeat sopimuspuolet takaavat molemminpuolisesti loukkaamattomiksi Suomen
Tasavallan ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton väliset nykyiset rajat sellaisina, joiksi
ne on vahvistettu Tartossa 14 päivänä lokakuuta 1920 tehdyssä rauhansopimuksessa, joka
pysyy niiden välisten suhteiden järkkymättömänä perustana, ja sitoutuvat kumpikin
puolestaan pidättymään kaikesta hyökkäyksestä toista sopimuspuolta vastaan.

2. Hyökkäyksenä on pidettävä jokaista väkivaltaista tekoa, joka loukkaa toisen korkean
sopimuspuolen maa-alueellista eheyttä ja koskemattomuutta tai valtiollista riippumattomuutta,
vaikka se olisi suoritettu sotaa julistamattakin ja välttämällä sodan tunnusmerkkejä.

Pöytäkirja ensimmäisen artiklan johdosta.

Tämän sopimuksen 4 artiklan määräysten mukaan eivät tämän sopimuksen määräykset
koske rajarauhan turvaamistoimenpiteistä 1 päivänä kesäkuuta 1922 tehtyä sopimusta, vaan
se pysyy edelleen täydessä voimassa.

2 artikla.

Jos toinen korkeista sopimuspuolista joutuu yhden tai useamman kolmannen valtion taholta hyökkäyksen kohteeksi, sitoutuu toinen korkea sopimuspuoli noudattamaan puolueettomuutta koko selkkauksen ajan.

2. Jos toinen korkeista sopimuspuolista ryhtyy hyökkäykseen kolmatta valtiota vastaan, voi toinen korkea sopimuspuoli sanoa irti tämän sopimuksen ilman ennakoilmoitusta.

3 artikla.

Kumpikin korkea sopimuspuoli sitoutuu olemaan osallistumatta sopimukseen tai välipuheisiin, jotka ovat avoimesti vihamielisiä toista sopimuspuolta vastaan sekä muodollisesti taikka asiallisesti ristiriidassa tämän sopimuksen kanssa.

4 artikla.

Tämän sopimuksen edellisissä artikloissa mainitut velvoitukset eivät voi missään tapauksessa järkyttää eivätkä muuttaa niitä kansainvälisiä oikeuksia ja velvollisuuksia, jotka korkeille sopimuspuolille johtuvat ennen tämän sopimuksen voimaantuloa tehdyistä sopimuksista tai ottamistaan velvoituksista, sikäli kuin ne eivät ole hyökkäysluontoisia tämän sopimuksen tarkoittamassa merkityksessä.

5 artikla.

Korkeat sopimuspuolet ilmoittavat aina pyrkivänsä ratkaisemaan kaikki välillensä ehkä syntyvät riidat, olivatpa ne mitä laatua tai alkuperää tahansa, oikeudenmukaisuuden hengessä ja tahtovansa käyttää niiden ratkaisuun yksinomaan rauhallisia keinoja. Sitä varten korkeat sopimuspuolet sitoutuvat alistamaan kaikki riidat, joita tämän sopimuksen allekirjoittamisen jälkeen niiden välillä ehkä syntyy ja joita ei kohtuullisessa ajassa ole saatu tavallista diplomaattista tietä selvitettyiksi, sovittelumenettelyyn sovittelulautakunnassa, minkä oikeudet, kokoonpano ja toiminta määrätään erityisessä lisäsopimuksessa, joka on oleva tämän sopimuksen oleellisena osana ja jonka korkeat sopimuspuolet sitoutuvat solmimaan lyhimmän mahdollisen ajan kuluessa sekä joka tapauksessa ennen tämän sopimuksen ratifiointia. Sovittelumenettelyä on käytettävä niissäkin tapauksissa, joissa riita koskee jonkin korkeiden sopimuspuolten välisen sopimuksen soveltamista tahi tulkintaa ja erikoisesti kysymyksen ollessa siitä, onko molemminpuolista hyökkäämättömyysvelvoitusta loukattu vai ei.

6 artikla.

Tämä sopimus on ratifioitava ja ratifioimiskirjat vaihdettava Moskovassa.

7 artikla.

Tämä sopimus tulee voimaan ratifioimiskirjojen vaihdon tapahtuessa.

8 artikla.

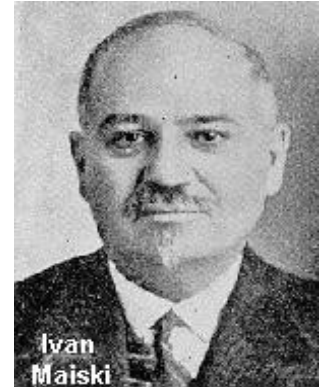
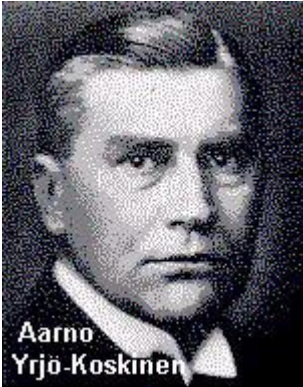
Tämä sopimus on oleva voimassa kolme vuotta. Ellei kumpikaan korkeista sopimuspuolista ole sitä vähintään kuusi kuukautta ennen tämän ajan umpeen kulumista sanonut irti, niin sen on katsottava tulleen itsestään pitennetyksi uudeksi kaksivuotiskaudeksi.

9 artikla.

Tämä sopimus on tehty kahtena alkuperäisenä ranskankielisenä kappaleena Helsingissä 21 päivänä tammikuuta 1932.

Tämän vakuudeksi valtuutetut ovat allekirjoittaneet tämän sopimuksen ja kiinnittäneet siihen sinettinsä.

A. S. Yrjö-Koskinen.
(L. S.)
J. Maisky.
(L. S.)



Ratifikointiasiakirjat vaihdettiin Moskovassa 9 päivänä elokuuta 1932.

(Suomen Asetuskokoelma 249/1932, Ulkoasianministeriön Sopimussarja 13/1932)

HYÖKKÄÄMÄTTÖMYYDESTÄ JA RIITOJEN RAUHANOMAISESTA RATKAISUSTA SUOMEN JA NEUVOSTOLIITON KESKEN TEHDYN SOPIMUKSEN VOIMASSAOLOAJAN PIDENTÄMISTÄ KOSKEVA, MOSKOVASSA 7 PÄIVÄNÄ HUHTIKUUTA 1934 TEHTY PÖYTÄKIRJA.

Suomennos.

Suomen Tasavallan Presidentti ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton Toimeenpaneva Keskuskomitea,

pyrkien luomaan mahdollisimman kestäväen perustan maittensa suhteiden kehittymiselle, tahtoen antaa toisilleen uuden todisteen niiden kesken onnellisesti muodostuneiden rauhallisten ja ystävällisten suhteiden muuttumattomuudesta ja kestävydestä,

haluten edistää yleisen rauhantilan ylläpitämistä sekä valtioiden välisten suhteiden vakavuutta ja rauhallista kehitystä Itä-Euroopassa ja

todeten, että Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton kesken Helsingissä 21 päivänä tammikuuta 1932 tehdyllä sopimuksella on ollut suotuisa vaikutus niiden välisiin suhteisiin sekä ylempänä mainittujen tehtävien ratkaisemiseen,

ovat päättäneet allekirjoittaa tämän pöytäkirjan ja sitä varten valtuutetuikseen määränneet,

Suomen Tasavallan Presidentti:

Suomen Tasavallan erikoislähettilään ja täysivaltaisen ministerin Moskovassa, vapaaherra Aarno *Yrjö-Koskisen* ja

Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton Toimeenpaneva Keskuskomitea:

Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton Toimeenpanevan Keskuskomitean jäsenen,
ulkoasiainkansankomissaarin Maksim Maksimovitsch *Litvinoffin*,

jotka, vaihdettuaan oikeiksi ja asianmukaisiksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet seuraavista määräyksistä:

1 artikla.

Hyökkäämättömyydestä ja riitojen rauhanomaisesta ratkaisusta Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton kesken Helsingissä 21 päivänä tammikuuta 1932 tehdyn sopimuksen 8 artiklassa olevat määräykset sopimuksen voimassaoloajasta ja sen lakkaamisesta muutetaan siten, että sanottu sopimus on pysyvä voimassa 31 päivään joulukuuta 1945.

2 artikla.

Tämä pöytäkirja on tehty kahtena ranskankielisenä kappaleena.

Tämä pöytäkirja on mahdollisimman pian ratifioitava ja ovat ratifioimiskirjat korkeiden sopimuspuolten kesken vaihdettavat Helsingissä.

Tämä pöytäkirja tulee voimaan ratifioimiskirjojen vaihdon tapahtuessa.

Tämän vakuudeksi valtuutetut ovat allekirjoittaneet tämän pöytäkirjan ja varustaneet sen sineteillään.

Moskovassa, 7 päivänä huhtikuuta 1934.

A. S. Yrjö-Koskinen
(L. S.)
M. Litvinoff
(L. S.)

Ratifiointiasiakirjat vaihdettiin Helsingissä 19 päivänä joulukuuta 1934.

Договор о ненападении и о мирном улаживании конфликтов, заключенный между Союзом Советских Социалистических Республик и Финляндией



Министр иностранных дел Финляндии Аарно Ирье-Коскинен и посол Советского Союза в Хельсинки Иван Михайлович Майский 21 января 1932 г. подписывают договор о ненападении между СССР и Финляндией. 21 января 1932 г.

21 января 1932 г.

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик с одной стороны, и Президент Финляндской Республики с другой стороны, воодушевленные желанием содействовать укреплению всеобщего мира;

убежденные в том, что принятие упомянутых ниже обязательств и мирное улаживание всякого конфликта, могущего возникнуть между Союзом Советских Социалистических Республик и Финляндской Республикой, соответствуют интересам обеих высоких сторон и будут способствовать развитию дружественных отношений и доброго соседства между обеими странами, заявляя, что ни одно из международных обязательств, принятых ими на себя ранее, не препятствует мирному развитию их взаимных отношений и не находится в противоречии с настоящим договором;

желая подтвердить и дополнить генеральный договор об отказе от войны от 27 августа 1928 г.;

решили заключить настоящий договор и назначили в этих целях:

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик:

г. Ивана Майского, чрезвычайного посланника и полномочного министра, и

Президент Финляндской Республики:

г. барона А. С. Ирье-Коскинена, министра иностранных дел,

каковые уполномоченные, после обмена своими полномочиями, признанными в должной и надлежащей форме, условились о следующих постановлениях:

Статья 1

1. Высокие договаривающиеся стороны гарантируют взаимно неприкосновенность границ, существующих между Союзом Советских Социалистических Республик и Финляндской Республикой, установленных мирным договором, заключенным в Дерпте 14 октября 1920 г., который остается незыблемой основой их отношений, и обязуются взаимно воздерживаться от всякого нападения одна на другую.

2. Будет рассматриваться как нападение всякое насильственное действие, нарушающее целостность и неприкосновенность территории или политическую независимость другой высокой договаривающейся стороны, даже если бы оно было совершено без объявления войны и с избежанием ее проявлений.

Протокол к статье 1

В соответствии с постановлениями статьи 4 настоящего договора, соглашение от 1 июня 1922 г. о мероприятиях, обеспечивающих неприкосновенность границы, не затрагивается постановлениями настоящего договора, а продолжает и впредь оставаться в полной силе.

Статья 2

1. Если одна из высоких договаривающихся сторон явится предметом нападения со стороны одной или нескольких третьих держав, то другая высокая договаривающаяся сторона обязуется сохранять нейтралитет в продолжение всего конфликта.

2. Если одна из высоких договаривающихся сторон совершит нападение против третьей державы, то другая высокая договаривающаяся сторона будет иметь право без предупреждения денонсировать настоящий договор.

Статья 3

Каждая из высоких договаривающихся сторон обязуется не участвовать ни в каких договорах, соглашениях или коалициях, явно враждебных другой стороне и противоречащих, формально или по существу, настоящему договору.

Статья 4

Обязательства, упомянутые в предшествующих статьях настоящего договора, не могут ни в каком случае нарушить или изменить международные права и обязательства, вытекающие для высоких договаривающихся сторон из соглашений, заключенных, или из обязательств, принятых на себя, до вступления в силу настоящего договора, поскольку они не заключают в себе элементов нападения в смысле настоящего договора.

Статья 5

Высокие договаривающиеся стороны заявляют, что они будут стремиться всегда разрешать в духе справедливости все споры, независимо от их природы или происхождения, которые возникли бы между ними, и что они будут прибегать, в целях их разрешения, исключительно к мирным средствам. В этих целях высокие договаривающиеся стороны обязуются передавать все споры, которые возникли бы между ними после подписания настоящего договора и которые не могли бы быть урегулированы в обычном дипломатическом порядке в

разумный срок, согласительной процедуре в смешанной согласительной комиссии, права, состав и производство которой будут установлены в особой дополнительной конвенции, которая явится неотъемлемой частью настоящего договора и которую высокие договаривающиеся стороны обязуются заключить в возможно краткий срок, во всяком случае до ратификации настоящего договора. Согласительная процедура будет применяться также и в тех случаях, когда спор будет касаться применения или истолкования какой-либо конвенции, заключенной между высокими договаривающимися сторонами, в частности, вопроса о том, было ли нарушено или нет взаимное обязательство о ненападении.

Статья 6

Настоящий договор должен быть ратифицирован, и ратификационные грамоты его будут обменены в Москве.

Статья 7

Настоящий договор вступает в силу со дня обмена ратификационными грамотами.

Статья 8

Настоящий договор заключается на три года. Если он не будет денонсирован одной из высоких договаривающихся сторон с предупреждением, по крайней мере, за шесть месяцев до истечения этого срока, он будет рассматриваться как автоматически продленный на новый период в два года.

Статья 9

Настоящий договор составлен в двух экземплярах и по-французски, в городе Хельсинки, 21 января 1932 года.

В удостоверение чего уполномоченные подписали настоящий договор и скрепили его своими печатями.

И. Майский

А. С. Ирве-Коскинен

Протокол подписания

1. В момент подписания договора о ненападении и о мирном улаживании конфликтов, заключенного между Союзом Советских Социалистических Республик и Финляндской Республикой этого числа, высокие договаривающиеся стороны обязуются принять необходимые меры в целях его ратификации в возможно краткий срок и приступить к обмену ратификационными грамотами возможно скорее и, во всяком случае, в тридцатидневный срок после того, как последует ратификация компетентными органами Союза Советских Социалистических Республик и Финляндской Республики.

2. Высокие договаривающиеся стороны заявляют, что возможные денонсации до истечения срока или истечение срока настоящего договора не могут ни отменить, ни ограничить обязательств, вытекающих из договора об отказе от войны, подписанного в Париже 27 августа 1928 г.

Хельсинки, 21 января 1932 г.

И. Майский

А. С. Ирве-Коскинен

Протокол о продлении срока действия Договора о ненападении и мирном улажении конфликтов, заключенного между Союзом Советских Социалистических Республик и Финляндской Республикой

7 апреля 1934 г.

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик и Президент Финляндской Республики,

руководимые стремлением обеспечить возможно более прочную базу для развития отношений между их странами,

желая дать друг другу новое доказательство неизменности и прочности счастливо установившихся между ними мирных и дружественных отношений,

воодушевленные желанием содействовать укреплению всеобщего мира, а также стабильности и мирному развитию междугосударственных отношений в Восточной Европе и

констатируя, что заключение Договора, подписанного 21 января 1932 года в Гельсинки между Союзом Советских Социалистических Республик и Финляндией, оказало благотворное воздействие на их отношения и на разрешение указанных задач,

решили подписать настоящий Протокол, и для этой цели назначили своих уполномоченных, а именно.

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик:

Максима Максимовича Литвинова, Члена Центрального Исполнительного Комитета Союза Советских Социалистических Республик, Народного Комиссара по Иностранным Дела́м;

Президент Финляндской Республики:

барона Арно Ирве-Коскинена, Чрезвычайного Посланника и Полномочного Министра Финляндской Республики в Москве, которые по взаимном предъявлении своих полномочий, найденных составленными в должном и надлежащем виде, согласились о нижеследующем:

Статья 1

Во изменение постановлений относительно срока и порядка прекращения силы Договора о ненападении и о мирном улажении конфликтов, заключенного в Гельсинки 21 января 1932 года между Союзом Советских Социалистических Республик и Финляндией, каковые постановления предусмотрены в статье 8 названного Договора, этот договор останется в силе до 31 декабря 1945 года.

Статья 2

Настоящий Протокол составлен в двух экземплярах на французском языке. Настоящий Протокол должен быть ратифицирован в возможно короткий срок, и ратификационные

грамоты вудут обменены между Высокими Договаривающимися Сторонами в Гельсинки.

Настоящий Протокол вступит в силу со дня обмена ратификационными грамотами.

В удостоверение чего, поименованные выше Уполномоченные подписали настоящий Протокол и приложили к нему свои печати. Учинено в городе Москве, 7 апреля 1934 года.

М. ЛИТВИНОВ

А. С. Ирье-Коскинен

Протокол ратифицирован: ЦИК СССР 27 апреля 1934 г., президентом Финляндской Республики 14 декабря 1934 г.

Документы внешней политики СССР. Том 17. 1 января — 31 декабря 1934 г., 114.— М.: Политиздат, 114 1971

MELLAN FINLAND OCH DE SOCIALISTISKA RÅDS- REPUBLICERNAS FÖRBUND DEN 21 JANUARI 1932 I HELSINGFORS AVSLUTAT FÖRDRAG OM NONAGGRES- SION OCH FREDLIGT AVGÖRANDE AV TVISTER.

(Översättning.)

Republiken Finlands President å ena sidan och

De Socialistiska Rådsrepublikernas Förbunds Exekutiva Centralkommitté å den andra,
önskande befrämja bevarandet av det allmänna fredstillståndet,

övertygade om att fastställandet av nedanstående förpliktelser och den fredliga lösningen av alla mellan Republiken Finland och de Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund till äventyrs uppkommande tvister är överensstämmande med de höga fördragsslutande parternas intressen och ägnat att bidra till utvecklingen av vänskapliga relationer och god grannsämja mellan de bägge staterna,

förklarande, att ingen av de fördragsslutande parterna tidigare ingången internationell förbindelse utgör hinder för den fredliga utvecklingen av deras inbördes förhållanden och icke heller står i strid med detta fördrag,

angelägna att befästa och förfullständiga fördraget av den 27 augusti 1928 om krigets utdömande, hava beslutat avsluta följande fördrag och i detta syfte till sina befullmäktigade utsett, Republiken Finlands President:

Ministern för utrikesärendena, friherre *A. S. Yrjö-Koskinen*,

och

De Socialistiska Rådsrepublikernas Förbunds Exekutiva Centralkommitté :

Utomordentliga sändebudet och befullmäktigade ministern *Jean Maiski*,

vilka befullmäktigade, efter att hava utväxlat sina i god och behörig form befunna fullmakter, överenskommit om följande bestämmelser:

Artikel 1.

1. De höga fördragsslutande parterna garantera ömsesidigt okränkbarheten av de nuvarande gränserna emellan Republiken Finland och de Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund, sådana som de fastställts i det i Dorpat den 14 oktober 1920 avslutade fredsfördraget, vilket förblir den orubbliga grundvalen för dessa stater inbördes förhållanden, och förbinda sig bägge fördragsslutande parterna att ömsesidigt avhålla sig från varje angrepp mot varandra.

2. Såsom angrepp skall anses varje våldshandling, vilken kränker den andra höga fördragsslutande partens territoriella integritet och helhet eller politiska oavhängighet, även om densamma skulle verkställts utan krigsförklaring och med undvikande av krigets kännetecken.

Protokoll till artikel 1.

Jämlikt bestämmelserna i artikel 4 av detta fördrag beröra detta fördrags stadganden icke avtalet den 1 juni 1922 angående åtgärder till trygghet av gränsfreden, utan förblir detsamma fortfarande i gällande kraft.

Artikel 2.

1. Om den ena av de höga fördragsslutande parterna blir föremål för angrepp från en eller flere tredje staters sida, förbinder sig den andra höga fördragsslutande parten att iakttaga neutralitet under konfliktens hela förlopp.

2. Om den ena av de höga fördragsslutande parterna skrider till angrepp mot en tredje stat, kan den andra höga fördragsslutande parten uppsäga detta fördrag utan föregående anmälan.

Artikel 3.

Båda de höga fördragsslutande parterna förbinda sig att icke deltaga i fördrag, avtal eller konventioner, vilka äro öppet fientliga mot den andra fördragsslutande parten och, formellt eller sakligt, stridande mot detta fördrag.

Artikel 4.

De i föregående artiklar av detta fördrag nämnda förpliktelserna kunna i intet fall rubba eller förändra de internationella rättigheter och skyldigheter, vilka för de höga fördragsslutande parterna härflyta ur avtal, som de ingått, eller förpliktelser, som de iklätt sig före detta fördrags trädande i kraft, i den mån dessa icke äro av aggressiv natur i den bemärkelse, som detta fördrag avser.

Artikel 5.

De höga fördragsslutande parterna förklara, att de städse skola sträva att bilägga alla dem emellan möjligen uppkommande tvister, av vad slag eller ursprung de vara må, i en anda av rättvisa, och att de för lösandet av dessa tvister skola använda uteslutande fredliga medel. I detta syfte förbinda sig de höga fördragsslutande parterna att underställa alla tvister, vilka efter undertecknandet av detta fördrag dem emellan till äventyrs kunna uppkomma, och vilka icke inom skälig tid kunnat biläggas på vanlig diplomatisk väg, förlikningsförfarande inför en förlikningsnämnd, vars rättigheter, sammansättning och verksamhet skola fastställas genom ett särskilt tilläggsavtal, vilket skall utgöra en integrerande del av detta fördrag, och vilket de höga fördragsslutande parterna förbinda sig att avsluta inom kortast möjliga tid och i varje fall före ratificeringen av detta fördrag. Sagda förlikningsförfarande skall anlitas jämväl i de fall, då tvisten gäller tillämpningen eller tolkningen av något mellan de höga fördragsslutande parterna avslutat fördrag, och särskilt då fråga är därom, huruvida den ömsesidiga nonaggressionsförpliktelsen blivit kränkt eller icke.

Artikel 6.

Detta fördrag skall ratificeras och ratifikationerna utväxlas i Moskva.

Artikel 7.

Detta fördrag träder i kraft i och med utväxlingen av ratifikationerna.

Artikel 8.

Detta fördrag har avslutats för en tid av tre år. Därest ingen av de höga fördragsslutande parterna uppsäger detsamma minst sex månader före utgången av denna tid, anses det hava blivit automatiskt förlängt för en ny period av två år.

Artikel 9.

Detta fördrag är uppgjort i tvenne originala franskspråkiga exemplar i Helsingfors den 21 januari 1932.

Till bekräftelse härav hava de befullmäktigade undertecknat detta fördrag och försett detsamma med sina sigill.

A. S. Yrjö-Koskinen.

(L. S.)

J. Maiski.

(L. S.)

Protokoll vid undertecknandet.

1. Vid undertecknandet av det i dag mellan Republiken Finland och de Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund angående nonaggression och fredligt avgörande av tvister avslutade fördraget, förbinda sig de höga fördragsslutande parterna att vidtaga nödiga åtgärder i och för detta fördrags ratificering inom kortast möjliga tid, samt att skrida till ratifikationernas utväxling snarast möjligt, i varje fall inom loppet av trettio dagar efter det Republiken Finlands och de Socialistiska Rådsrepublikernas Förbunds vederbörande statsorgan verkställt ratificeringen.

2. De höga fördragsslutande parterna förklara, att en till äventyrs skeende uppsägning av detta fördrag utan föregående anmälan eller dess förutsatta upphörande icke kan upphäva och ej heller inskränka de förpliktelser, vilka härflyta ur det i Paris den 27 augusti 1928 avslutade fördraget angående krigets utdömande.

Helsingfors den 21 januari 1932.

A. S. Yrjö-Koskinen.

(L. S.)

J. Maiski.

(L. S.)

Ratifikationsurkunderna utväxlades i Moskva den 9 augusti 1932.

Källa: Skrifter utgivna av Utrikespolitiska institutet. BLÅ-VIT BOK om utvecklingen av relationerna mellan Finland och Rådsunionen hösten 1939 i belysning av officiella dokument.

STOCKHOLM 1940. Kooperativa förbundets bokförlag

**PROTOKOLL OM FÖRLÄNGNING AV GILTIGHETSTIDEN
FÖR FÖRDRAGET MELLAN FINLAND OCH DE SOCIA-
LISTISKA RÅDSREPUBLICERNAS FÖRBUND OM NON-
AGGRESSION OCH FREDLIGT AVGÖRANDE AV TVISTER,
UNDERTECKNAT I MOSKVA DEN 7 APRIL 1934.**

(Översättning.)

Republiken Finlands President och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbunds Exekutiva Centralkommitté,

besjälade av önskan att skapa en så fast grund som möjligt för utvecklingen av förhållandet mellan deras länder,

angelägna om att ömsesidigt ånyo betyga orubbligheten och fastheten av det fredliga och vänskapliga förhållande, som lyckligen uppstått mellan dem,

Önskan bidra till upprätthållande av allmän fred ävensom till en stabilisering och fredlig utveckling av förhållandet mellan staterna i östra Europa, samt

konstaterande att det fördrag, som den 21 januari 1932 i Helsingfors avslutats mellan Finland och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund, haft en gynnsam inverkan på förhållandet mellan dem och på lösningen av ovannämnda problem,

hava beslutat att underteckna följande protokoll och i detta syfte till sina befullmäktigade utsett,

Republiken Finlands President:

Republiken Finlands utomordentliga sändebud och befullmäktigade minister i Moskva, friherre *Aarno Yrjö-Koskinen*, och

Socialistiska Rådsrepublikernas Förbunds Exekutiva Centralkommitté:

medlemmen av de Socialistiska Rådsrepublikernas Förbunds Exekutiva Centralkommitté, folkkommissarien för utrikesärenden *Maxim Maximovitsch Litvinov*.

vilka, efter det de utväxlat sina i god och behörig form befunda fullmakter, överenskommit om följande bestämmelser:

Artikel 1.

De bestämmelser i artikel 8 av det mellan Finland och de Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund den 21 januari 1932 i Helsingfors avslutade fördraget angående nonaggression och fredligt avgörande av tvister, vilka beröra fördragets giltighet och upphörande, ändras sålunda, att sagda fördrag skall förbliva i kraft till den 31 december 1945.

Artikel 2.

Detta protokoll har uppgjorts i tvenne exemplar på franska språket. Detta protokoll skall snarast möjligt ratificeras och ratifikationsurkunderna skola i Helsingfors utväxlas mellan de höga fördragsslutande parterna.

Detta protokoll träder i kraft i och med utväxlingen av ratifikationsurkunderna.

Till bekräftelse härav hava förenämnda befullmäktigade undertecknat detta protokoll och försett detsamma med sina sigill.

Som skedde i Moskva, den 7 april 1934.

A. S. Yrjö-Koskinen.

(L. S.)

M. Litvinov.

(L. S.)

Ratifikationsurkunderna utväxlades i Helsingfors den 19 december 1934.

Källa: Skrifter utgivna av Utrikespolitiska institutet. BLÅ-VIT BOK om utvecklingen av relationerna mellan Finland och Rådsunionen hösten 1939 i belysning av officiella dokument.

STOCKHOLM 1940. Kooperativa förbundets bokförlag